

## 2 Politique

## Forum citoyen

## Les défis de la démocratie en question



Le ministre de la Communication, Alain-Claude Bilie-By-Nze, et les autres panélistes.



Vue de l'assistance

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

**A l'ouverture hier du Forum citoyen organisé par notre confrère hexagonal, Libération, le premier panel a donné lieu à des échanges vifs et incisifs sur le rôle des élus et du citoyen dans la mise en place d'un système politique démocratique. Il s'est agi pour le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, pour le directeur Afrique de l'ONG Transparency International, Chantal Uwimana, le directeur de cabinet adjoint du président de la République, Jean-Valentin Leyama, les deux figures de la société civile gabonaise, Marc Ona Essangui et**

**Georges Mpaga, d'échanger sur le déroulement du processus électoral et les mécanismes de bonne gouvernance au Gabon.**

**HIER**, s'est ouvert, dans la commune d'Akanda, au nord de Libreville, le Forum citoyen organisé par notre confrère français, Libération. Le premier panel a permis à certains acteurs politiques et de la société civile de jeter leur regard sur la mise en place de la démocratie, à travers deux volets: le processus électoral et la bonne gouvernance. Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Alain-Claude Bilie-By-Nze, le directeur Afrique de de l'ONG Transparency inter-

national, Chantal Uwimana, le directeur de cabinet adjoint du président de la République, Jean-Valentin Leyama, les deux membres de la société civile gabonaise, Marc Ona Essangui et Georges Mpaga ont abordé la question des défis liés à ce système politique au Gabon. D'entrée, Chantal Uwimana a considéré que tous les Etats africains, dans le cadre leur développement, devraient mettre l'accent sur les politiques en matière d'éducation, de santé, un gouvernement honnête et responsable. A l'image des pays du continent, le Gabon ne fait pas exception à la règle. D'où a-t-elle invité les différents partenaires, Gouvernement et société civile, à fournir des

efforts communs afin de permettre au pays de répondre aux attentes des populations et du pays, en matière de croissance et de développement. Alain-Claude n'a pas dit autre chose. D'après le porte-parole du gouvernement, la priorité est de bien former et d'informer. Toute initiative dont le but est de faciliter l'égal accès à la santé, à l'éducation, à l'emploi et à la dignité est salubre. Tout comme, il a estimé qu'il ne saurait y avoir de « démocratie de la suspicion ». Envisageant un avenir radieux pour le pays, le ministre de la Communication a indiqué que chaque composante devrait être à sa place. De son côté, le directeur de cabinet adjoint du chef de

l'Etat, Jean-Valentin Leyama, a insisté sur le caractère binaire du système politique au Gabon. Autrement dit, le pouvoir en place gouverne, l'opposition s'oppose. Fidèles à une certaine tradition qui les classe proches de l'opposition, les membres de la société civile, Marc Ona Essangui de l'ONG Brainforest, et Georges Mpaga, président du réseau des organisations libres de la société civile pour la bonne gouvernance au Gabon, n'ont pas dérogé à leurs habitudes. Pour eux, le manque d'alternance au pouvoir brouille le déclic du citoyen, partant du pays. Avant de s'aligner sur la démarche de ceux, notamment les personnalités

politiques de l'opposition, qui réclament à cor et à cri la tenue d'un dialogue inclusif dont l'objectif serait d'assainir l'environnement socio-politique gabonais. Georges Mpaga a proposé la sécurisation du vote électoral. Pour lui, quel que soit le vainqueur, ce procédé garantirait un meilleur déroulement de la prochaine élection présidentielle de 2016. Des discussions se sont poursuivies lors de la phase de questions-réponses entre les panélistes et la nombreuse assistance venue prendre part à cette rencontre. A noter que les débats étaient dirigés par le directeur de publication du journal Libération, Laurent Joffrin, et du journaliste africain, Eric Nyindu.

## Gabon forum citoyen / Croissance pour tous

## Les conditions d'un développement inclusif en question

F.B.E.M  
Libreville/ Gabon

**Débatant sur la possibilité d'une croissance partagée au sein de la société gabonaise, les participants au débat n°2 du Gabon forum citoyen ont tous répondu par l'affirmative, tout en indiquant les conditions qui, pour les uns et les autres, permettraient d'atteindre cet objectif tant recherché.**

**OUI**, au Gabon en particulier, et en Afrique en général, une croissance économique profitable à tous est possible, une fois certaines conditions réunies. C'est la conclusion à laquelle sont arrivés hier, les panélistes du débat n°2 du Gabon forum citoyen du journal Libération, et dont le thème s'intitulait: «Croissance pour tous: le développement inclusif est-il possible?». Ils étaient huit débatteurs, composés entre autres de la ministre du Commerce et des petites et moyennes entreprises, Madeleine Berre, de la responsable de la Banque mondiale pour le Gabon et la Guinée Equatoriale, Sylvie Dossou, ou encore du coordonnateur général du bureau du plan stratégique



Un aperçu des panélistes, dont la ministre du Commerce, Madeleine Berre (au micro)...



...et de l'assistance, durant la séance de questions-réponses.

Gabon émergent, Yves-Fernand Mamfoumbi. Des conditions que ces personnalités d'horizon diverses ont situé autour de la création d'entreprises, la diversification de l'économie, la bonne gouvernance, et, comme préalable, "l'assainissement du secteur de l'entrepreneuriat", a insisté le ministre du commerce. Ouvrant les discussions, dans une tente qui a refusé du monde, le président de la chambre de commerce et directeur général de Pétrogabon, Jean-Baptiste Bikalou, a d'entrée énoncé "toute croissance comme nécessaire, mais pas suffisante au développement inclusif d'un pays. Surtout pour une économie comme celle du Gabon, essentiellement basée sur le sec-

teur d'extraction, qui ne crée pas beaucoup d'emplois, et n'enrichit pas le citoyen lambda". Une affirmation d'autant plus vraie que, comme l'a rappelé la représentante de la banque mondiale, avec 6% de croissance depuis ces quatre dernières années, et un produit intérieur brut d'environ 11000 dollars par an, 33% de Gabonais continuent de vivre dans la grande pauvreté, et 35% des 15-35 ans sont au chômage. "Il faut transformer ces matières sur place, et ainsi créer une chaîne de valeur locale.", a, entre autres, suggéré Jean-Baptiste Bikalou.

Alain Joyandet, autre intervenant, par ailleurs ancien secrétaire d'état chargé de la Coopération et de la Franco-

phonie, s'est dit "persuadé que la croissance pour tous ne passe que par la création d'un tissu économique d'entreprises", à même d'absorber le chômage, notamment des jeunes, principale main-d'oeuvre des pays africains. Il a été rejoint dans ce sens par Yves-Fernand Mamfoumbi qui, évoquant cette diversification de l'économie, est revenu sur la proposition faite par le gouvernement "d'un cadre normatif qui fait déplacer les lignes": le pacte national d'ajustement pour la compétitivité. Lequel, selon ce dernier, contribuera à attirer des investisseurs, aussi bien nationaux qu'internationaux, "en amoindrissant les démarches administratives, en rationalisant le dis-

positifiscal, ou encore en redéfinissant un meilleur code du travail... L'Etat seul ne suffit plus!", a-t-il indiqué. Quant aux adeptes de la bonne gouvernance comme socle de tout développement partagé, ils ont prôné des "politiques volontaristes pour vaincre les inégalités", et pour attirer les investisseurs, allant jusqu'à proposer le renforcement des politiques d'accompagnements des Petites et moyennes entreprises (PME) par "la création d'une société de garantie publique", qui va assurer leurs crédits auprès de ceux qui les octroie. "Le secteur privé ne peut pas toujours garantir les risques liés à la création d'entreprises auprès des banques... Il faut créer ces

structures d'accompagnements pour les rendre plus bancables", a soutenu Vincent Di Betta, responsable de l'expertise internationale de la banque publique d'investissement. Des séries de questions ont été suscitées par ces débats. Un étudiant, Ghislain Nze, a ainsi demandé à Madeleine Berre, la stratégie prioritaire au sein de son ministère quant à l'accompagnement du secteur des PME. "Il faut d'abord que l'on sache qui est PME, et qui est capable d'accompagner le développement de manière qualitative". Une mission d'identification que Madeleine Berre affirme pouvoir atteindre dans trois mois, et qui permettra une meilleure cartographie de ce secteur.